

Avec une économie à la productivité limitée, une coopération croissante avec la Chine, mais toujours dépendant vis-à-vis de ses partenaires occidentaux, le Maroc continue de connaître des difficultés économiques et souffre d'inégalités croissantes.

Zaynab El Bernoussi, professeure agrégée de sciences politiques, Global Studies University, Sharjah.

LE MAROC, UNE ÉCONOMIE À DEUX VITESSES

La constatation, lors du discours royal de juillet 2025, que le développement du Maroc est à deux vitesses nous pousse à nous demander comment un tel train n'est pas aussi mené par une économie à deux vitesses.

Le Maroc est un pays d'inégalités qui sautent aux yeux, comme beaucoup d'endroits dans le monde d'aujourd'hui, malheureusement, mais la cadence de disparités prend un rythme de plus en plus effrayant. Dans cette analyse de l'économie marocaine, nous allons d'abord faire état de la situation actuelle qui est de maintenir une économie limitée en productivité à flot dans un contexte global de grande rivalité économique et géostratégique. Ensuite, nous allons parler de la tendance plutôt nouvelle de la coopération croissante économique du pays avec la Chine, en parallèle à une dépendance toujours importante de l'économie envers ses partenaires occidentaux. Mais, même avec ces principales avancées de ces dernières années, le pays continue à peiner économiquement et souffre d'inégalités grandissantes. Ainsi, il est important pour l'économie marocaine de se concentrer sur le développement du capital humain et même d'un capital 'civique'

SITUATION ACTUELLE

Cette année, la croissance économique est prévue à 5 % contre une performance l'année précédente de 4,6 %. Ce niveau de croissance converge avec la tendance des économies émergentes du continent, telles que l'Égypte ou le Nigeria. Il faut noter toutefois que la croissance économique au Maroc a longtemps (depuis les années

1980) été très volatile, due en grande partie à la dépendance sur l'agriculture pluviale (figure 1).

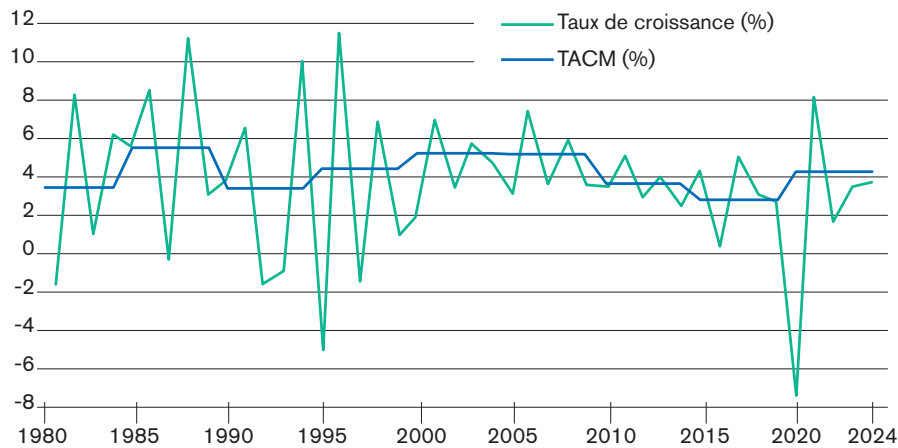
Le projet de la marocanisation des années 1990 avait pour but de promouvoir l'industrie locale à travers l'entrepreneuriat, ce qui a aidé à limiter la volatilité de l'économie et à assurer un peu plus de productivité au pays.

Toutefois, dans la continuité des projets de développement de l'économie depuis les grands chantiers de modernisation au début des années 1980, visant l'industrialisation et la restriction de la dépendance socio-économique sur l'agriculture, le Maroc a vu des grands bouleversements sociaux. Par exemple, les retombées de l'exode rural, telles que la modernisation agraire et la dépendance à l'importation de blé tendre subventionné par l'État ce qui, aujourd'hui, positionne le pays comme un des plus grands consommateurs de pain, et de blé tendre au monde.

Le lancement du Plan Maroc Vert (PMV) en 2008, avec plus de concrétisation lors de la dernière décennie, a contribué à revaloriser l'apport de l'agriculture à l'économie nationale, surtout en introduisant des techniques telle que le goutte-à-goutte pour mieux gérer les pénuries d'eau, et en se concentrant sur des cultures de rente (*cash crops*) telles que les fruits rouges et l'avocat qui sont en grande partie vouées à l'export. Cette modernisation de l'agriculture a en effet aidé à limiter l'imprévisibilité du marché national, mais a aussi eu des retombées sur l'intensification de l'exploitation agricole usant de ressources phréatiques limitées.

La question de l'emploi a toujours été une source d'inquiétude au Maroc, et le PMV a aidé, un tant soit

Evolution du taux de croissance et du TACM* au Maroc (1980-2024)



*Taux annuel de croissance moyen.

Source : <https://medias24.com/2025/07/31/lecture-de-la-trajectoire-de-la-croissance-economique-au-maroc-1980-2024/>

peu, à créer de l'emploi, mais un emploi qui peut être saisonnier, précaire et ardu. En plus, il y a une récente tendance à employer des travailleurs étrangers du sud du Sahara dans des conditions encore plus précaires et à des niveaux salariaux encore plus bas.

En plus, il faut noter que la croissance du PIB des 15 années après les années 1990 est deux fois plus importante que celle des 15 dernières années. Cette première période de plus grande croissance coïncide avec le lancement du projet de la marocanisation et la poussée pour l'industrie dans les années 1990, donnant un nouveau souffle à l'ambition nationale de transformer l'économie. La deuxième période coïncide avec la prépondérance du PMV qui semble apporter moins de gains à l'économie nationale. Ainsi, ces hauts et bas de la croissance au Maroc démontre un moteur de l'économie à deux vitesses.

En ce qui concerne l'inflation, celle-ci a souvent été admirablement stabilisée, même avec une économie aussi volatile, mais ceci au prix de taux d'intérêt plutôt haut en moyenne et une certaine tolérance par rapport au taux de chômage, notamment vu que la croissance de l'emploi ne suit pas la croissance démographique.

Il faut ajouter que le durcissement et la sécurisation des frontières avec l'Europe et la crise de la migration exaspérée par les turbulences des printemps arabes dans le sud de la Méditerranée ont limité les opportunités pour travailler en Europe à beaucoup de jeunes marocains, impactant aussi les envois de fonds. Aussi, le durcissement monétaire dans le pays, c'est-à-dire la politique de la banque centrale, Bank al Maghrib (BAM), visant à réduire la liquidité et le crédit dans l'économie pour freiner l'inflation, contribue à une situation monétaire tendue et des opportunités financières limitées. La rigidité financière dans le pays se voit quand il s'agit des opportunités très limitées pour les jeunes entrepreneurs marocains qui voient des campagnes nationales pour la promotion de projets locaux tels que Mokawalati, mais sans réelles transformations du tissu entrepre-

neurial du pays qui est dominé par des grandes entreprises. Et les *start-ups* qui percent sont souvent menées par des jeunes entrepreneurs venant de cercles élitistes et connectés à des capitaux importants.

La gestion de la monnaie se fait avec un taux de change fixe, mais avec une fourchette de variabilité, en plus d'un ancrage à un panier de devises composé à 60 % d'euros et à 40 % de dollars américains. Cette composition monétaire a aussi aidé à limiter l'inflation dans le pays, contribuant au rôle de bonne élève que le Maroc joue pour ces partenaires et surtout ces créanciers, notamment le Fonds monétaire international (FMI). L'ancrage du dirham marocain est aussi avantageux dans la conjoncture actuelle, car la chute de la valeur du dollar aide avec les importations de pétrole en dollars, et le gain en valeur de l'euro bénéficie les exportations marocaines, en majorité vers l'Europe, qui sont reçues en euros. Cette plus-value de la gestion monétaire contribue significativement à la croissance économique, surtout pour les grandes entreprises, mais ne se traduit pas forcément en redistribution des gains à la plus grande composante sociale du pays.

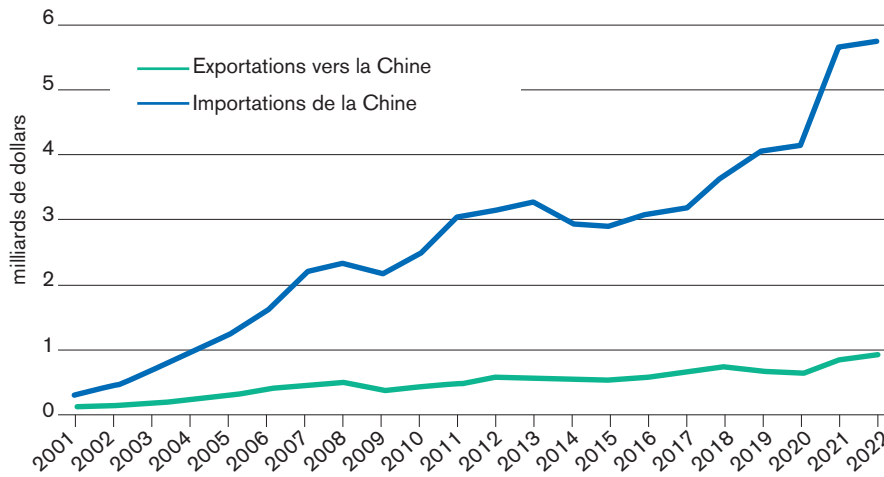
NOUVELLES TENDANCES

En termes de principales avancées de ces dernières années, nous allons noter ici la relation du pays avec la Chine et les retombées économiques de cette coopération.

Le Maroc a signé un mémorandum d'entente en 2017 pour rejoindre le mégaprojet chinois de la nouvelle route de la soie ou *Belt and Road Initiative* (BRI). Le royaume avait déjà établi à cette date un partenariat politique et économique croissant avec la Chine, fondé sur le respect mutuel des revendications de souveraineté et sur des investissements dans des projets d'infrastructure.

En mai 2016, le roi Mohammed VI s'est rendu à Pékin et a levé l'obligation de visa pour les ressortissants chinois, en signe de bonne volonté d'ouverture du pays à la Chine. Le célèbre pont Mohammed VI, dans la région

Exportations et importations du Maroc vers et en provenance de la Chine



Source : <https://chinaglobalsouth.com/analysis/morocco-looks-at-its-relations-with-china-between-the-earthquake-and-the-diplomatic-celebrations/>

de Rabat, le plus long pont à haubans d'Afrique, avait également été confié à la China Railway Construction Corp., dont la construction avait débuté en 2010. Cette même entreprise avait déjà remporté des appels d'offres pour la construction d'autoroutes marocaines en 2008.

La stratégie chinoise du BRI pour le Maroc s'attaque aux priorités majeures les plus récentes du royaume : les énergies renouvelables et le dessalement. En effet, le Maroc s'est engagé dans une vaste campagne de diversification de son bouquet énergétique, réduisant ainsi sa dépendance au pétrole, et fait face à une pression hydraulique croissante. Ces deux problèmes sont particulièrement coûteux pour un pays tributaire des exportations agricoles et dont les besoins énergétiques sont en constante augmentation.

Le Maroc se présente comme un pivot vers d'autres marchés, et c'est sur cette image qu'il s'est positionné à Pékin. La Chine, toutefois, reste derrière l'Espagne et la France, les principaux partenaires commerciaux du Maroc, mais elle rattrape rapidement son retard (figure 2).

– *Industrie* : malgré la désindustrialisation du Maroc, due à la disparition de son industrie textile, le pays semble avoir réorienté sa politique économique d'admission temporaire de matières premières pour transformation (également appelée admission temporaire), caractéristique du secteur textile, vers des industries à plus forte valeur ajoutée, comme la fabrication de batteries pour véhicules électriques. La Chine est déjà en train de construire sa deuxième usine de batteries pour véhicules électriques, pour le compte de BTR New Material Group, qui bénéficie également de matières premières locales telles que le cobalt et le phosphate, nécessaires à la fabrication de batteries lithium-ion. Par ailleurs, la Chine prévoit de construire une centrale à charbon à Jerada grâce à un prêt acheteur. Un projet de giga-factory d'une valeur de 6,5 milliards de dollars est également en cours, une première sur le continent africain.

– *Investissements* : le Maroc est le premier investisseur en Afrique de l'Ouest et le deuxième sur le conti-

ment, ce qui contribue à positionner le pays comme un pivot vers d'autres espaces régionaux et une porte d'entrée vers différents marchés. Dans une certaine mesure, la Chine répond à cette affirmation, le Maroc occupant la 33^{ème} place de son classement des destinations d'investissement et la troisième sur le continent africain.

– *Tourisme* : depuis 2016, les touristes chinois peuvent se rendre au Maroc sans visa. Cette mesure a sans aucun doute séduit les ressortissants chinois, dont le pouvoir d'achat est en hausse. Environ 200 000 Chinois ont visité le pays en 2018, une augmentation significative par rapport à l'ancien régime de visas, et ce chiffre devrait encore croître de manière significative.

– *Éducation* : la Chine a développé des centres confucéens au Maroc. Ces institutions jouent un rôle essentiel dans la formation d'une nouvelle génération de Marocains qui comprennent mieux la société chinoise et sont susceptibles de nouer des partenariats avec la Chine. Nombre de jeunes Marocains choisissent la Chine pour leurs études supérieures, un choix qui marque un tournant dans leur parcours professionnel. Parmi les figures nationales emblématiques des relations sino-marocaines, on peut citer Hind Lebdaoui, professeure de finances islamiques à Ifrane, Kenza Touhs, consultante à Casablanca, et Nasser Bouchiba, professeur d'université et entrepreneur social à Rabat.

– *Hautes technologies* : le plan de la nouvelle route de la soie intègre le développement des hautes technologies, notamment à travers la route de la soie numérique. Le géant technologique chinois Huawei a établi un centre logistique dans le port de Tanger Med, fournissant des technologies de communication à la SNCF marocaine.

– *Infrastructures* : comme évoqué précédemment, la Chine a déjà entrepris de nombreux projets d'infrastructure au Maroc. L'avenir des infrastructures chinoises dans le pays semble prometteur, notamment en raison des rumeurs concernant la reprise du projet de deuxième ligne à grande vitesse reliant Agadir au reste du Maroc par un partenaire chinois.

La capacité du Maroc à jongler des partenaires qui souvent sont en rivalité, montre le pouvoir du pays à la dualité, voire la duplicité qui, encore une fois, nous montre que l'économie marocaine prend différentes directions

– *Médicaments* : la Chine a joué un rôle essentiel, bien que méconnu, dans la promotion des politiques de santé au Maghreb et a été l'un des premiers acteurs à s'y impliquer. La première équipe médicale chinoise a été envoyée au Maroc en 1975, instaurant dès lors une forme de diplomatie sanitaire qui s'est avérée précieuse lors de la pandémie de Covid-19. Dans ce cadre, la Chine s'est associée au géant pharmaceutique local Sothema pour produire localement le vaccin Sinopharm, une initiative louable, car elle bénéficie d'une plus grande présence sur le marché.

Enfin, il faut aussi noter que le Maroc a récemment rejoint la course vers les minerais critiques nécessaires aux technologies de pointe. Le Maroc se projette comme une plateforme vers l'Afrique qui détient 20 % de ces minerais pour faciliter l'accès à ses partenaires européens, mais aussi pour les États-Unis qui revient en force sur le continent avec la DFC (Société financière de développement international des États-Unis). Cette dernière prévoit l'ouverture d'un bureau à Rabat prochainement. Le Maroc a aussi investi récemment dans les domaines de la recherche et du développement, notamment avec l'université Polytechnique Mohammed VI, pour remonter la chaîne des valeurs.

La capacité du Maroc à jongler avec des partenaires qui souvent sont en rivalité, montre le pouvoir du pays à la dualité, voire la duplicité, qui, encore une fois, nous montre que l'économie marocaine prend différentes directions.

PRINCIPAUX DÉFIS

Il est important de souligner que le défi principal du pays demeure de surmonter les inégalités sociales, lesquelles peuvent être minimisées avec plus de développement humain. Après les attentats terroristes djihadistes marquants de 2003 à Casablanca, la capitale économique du pays, le lancement de l'Initiative nationale du développement humain (INDH) a pour but principalement d'adresser le problème de la pauvreté et de la précarité au Maroc qui rendent la jeunesse susceptible à la radicalisation. Toutefois, l'initiative a visiblement eu un impact limité sur les problèmes de précarité et, surtout, le chômage des jeunes.

Le tremblement de terre de la région de Marrakech-Safi de 2023 a aussi révélé l'état des inégalités dans le pays et le niveau de pauvreté dans les zones rurales. Plus tôt cette année, les fortes inondations dans le nord du pays ont été un autre moment révélateur.

La tendance du Maroc à l'écoblanchiment de ses plans de développement remonte au PMV, qui visait à présenter le pays comme écologiquement responsable, alors qu'il a entraîné l'appauvrissement des petits agri-

culteurs et l'épuisement des ressources en eau. Ce plan a permis aux grandes entreprises agroalimentaires d'accaparer de vastes étendues de terres, d'exploiter une main-d'œuvre bon marché et d'inonder les marchés européens de produits marocains à prix compétitifs. Une autre pratique inquiétante d'écoblanchiment concerne les projets d'énergie solaire du Maroc. Ces projets sont présentés comme un moyen pour le Royaume de mener la transition mondiale vers les énergies renouvelables, notamment dans le cadre de l'Accord de Paris suite à la COP21. En réalité, les centrales solaires construites, telles que Noor I, se sont révélées extrêmement coûteuses pour un pays déjà fortement endetté. Elles semblent également davantage relever d'une stratégie visant à maintenir des liens stratégiques avec des partenaires du Golfe, comme l'Arabie saoudite, que d'une véritable préoccupation nationale pour la protection de l'environnement.

PERSPECTIVES

La récente étude des économistes Piketty et Nievas a confirmé une constatation visible dans le grand Sud depuis plus d'un demi-siècle de la période postcoloniale. C'est la constatation que l'exploitation coloniale est directement liée au rift des richesses entre Nord et Sud. Toujours dans cette étude, il a été révélé qu'une petite augmentation dans les prix des matières premières venant du Sud aurait non seulement effacé les dettes de ces pays, mais aurait aussi pu permettre qu'ils soient créanciers et réinvestissent les capitaux obtenus dans leurs ressources humaines.

Le Maroc de ces dernières années a connu un appauvrissement des services sociaux, notamment la santé et l'éducation, alors que la population s'est agrandie. Ainsi, l'intérêt à l'investissement dans le capital humain n'est pas juste une politique sociale, mais aussi un calcul économique gagnant, comme nous l'avons vu avec les miracles asiatiques des années 1970.

La récente dégradation des services sociaux au Maroc a connu un petit répit lors du mandat du parti Islamiste de la Justice et du Développement (PJD), monté au pouvoir après les événements de 2011, grâce à la généralisation de l'assurance maladie obligatoire (AMO), un projet qui remonte à l'ère de Driss Jettou.

Les manifestations de jeunes de la génération Z en octobre dernier ont remis à l'ordre du jour les questions des inégalités et de l'impunité du système judiciaire, tel qu'avec les scandales financiers du premier ministre actuel, qui, au passage, est le lanceur du PMV. Le Maroc est un pays où la tradition civique et l'engagement des citoyens ne doivent pas être limités aux matches de football, mais devraient être élargis à la gestion et à la gouvernance des ressources./